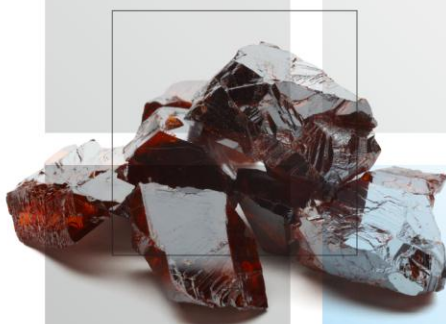




5N PLUS

Rapport de gestion

Périodes de trois et neuf mois
closes le 30 septembre 2013



Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats opérationnels et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le troisième trimestre de 2013 ainsi que les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») adoptées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), qui figurent dans le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*.

Le « troisième trimestre de 2013 » et le « troisième trimestre de 2012 » correspondent respectivement aux périodes de trois mois closes les 30 septembre 2013 et 2012. Les « neuf premiers mois de 2013 » et les « neuf premiers mois de 2012 » correspondent respectivement aux périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 11 novembre 2013, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent de façon importante des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, prix des produits de base, poursuites judiciaires, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 5N Plus de 2012 daté du 28 mars 2013 et à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur ne devrait pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles. Parmi les principaux produits, mentionnons entre autres les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Informations sectorielles

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur consistent en la production et la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités du secteur Matériaux écologiques consistent en la production et la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les frais financiers et les gains ou les pertes de change et au titre des dérivés ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ». Le siège social est également responsable de la gestion des activités en phase de démarrage, et les coûts correspondants sont déduits des produits.

Faits saillants du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2013

- Le BAIIA¹ s'est établi à 5,8 M\$ pour le trimestre et à 12,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, par rapport à 9,0 M\$ et 5,4 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.
- La dette nette¹ a diminué pour s'établir à 63,5 M\$, par rapport à 84,7 M\$ au 30 juin 2013 et à 136,5 M\$ au 31 décembre 2012. Le montant total de la dette a aussi diminué, se chiffrant à 79,7 M\$, par rapport à 148,4 M\$ au 31 décembre 2012.
- Le résultat net pour le trimestre s'est établi à 1,3 M\$, soit 0,02 \$ par action, et le résultat net ajusté¹, à 1,5 M\$, soit 0,02 \$ par action, contre respectivement 1,3 M\$, soit 0,02 \$ par action, et 0,6 M\$, soit 0,01 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le résultat net s'est établi à 41,1 M\$, soit 0,49 \$ par action, et le résultat net ajusté, à 8,8 M\$, soit 0,11 \$ par action, comparativement à une perte nette de 16,0 M\$, soit (0,21) \$ par action, et à un résultat net ajusté de 4,0 M\$, soit 0,05 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les produits ont été de 108,6 M\$ pour le troisième trimestre de 2013 et de 339,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, contre respectivement 120,7 M\$ et 423,1 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.
- Les nouvelles commandes¹ ont diminué de 6 % pour s'établir à 88,6 M\$, par rapport à 94,1 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les nouvelles commandes ont diminué pour s'établir à 307,2 M\$, par rapport à 362,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le carnet de commandes¹ s'est établi à 133,4 M\$ au 30 septembre 2013, comparativement à 162,3 M\$ il y a un an.

Le résultat et le BAIIA se sont quelque peu améliorés au cours du trimestre malgré l'environnement concurrentiel et le fait que la Société ait vendu des stocks reflétant leur valeur de réalisation réelle au cours d'une bonne partie de la période. La demande pour les produits de la Société demeure solide, particulièrement dans le secteur Matériaux écologiques, où les ventes de produits à base de bismuth sont maintenant en voie d'atteindre des niveaux record pour l'exercice. Nos nouvelles commandes et notre carnet de commandes n'en ont toutefois pas bénéficié, ni nos produits opérationnels, qui ont enregistré une baisse de 10 % reflétant le recul des prix des produits de base sous-jacents.

La Société continue de se concentrer sur la réduction de son niveau d'endettement et sur l'abaissement de son fonds de roulement dans l'optique d'améliorer l'efficacité et l'utilisation de son capital. Par conséquent, la dette nette a reculé de plus de 21 M\$ depuis le dernier trimestre et d'autres améliorations sont attendues d'ici la fin de l'exercice. Cela offrira une plus grande flexibilité financière et la capacité de réaffecter rapidement le capital vers des possibilités de croissance plus prometteuses, de façon organique ou au moyen d'acquisitions. La Société a récemment identifié certaines de ces possibilités de croissance, notamment avec le développement d'une gamme de produits de poudres métalliques grâce à son partenariat avec AM&M, sa présence accrue sur le marché coréen et sa convention exclusive d'achat ferme de bismuth récemment conclue avec Masan Resources au Vietnam.

La Société demeure d'un optimisme prudent étant donné les récents progrès, et ceux encore attendus, dans le secteur de l'énergie solaire et celui des DEL, qui devraient avoir une incidence positive sur les ventes de notre secteur des Matériaux électroniques, ainsi que la demande encore soutenue pour les produits de son secteur des Matériaux écologiques. La Société est convaincue que la tendance des prix des produits de base sous-jacents, maintenant plutôt favorable, combinée aux efforts entrepris pour réduire les coûts et améliorer l'efficacité lui permettront d'augmenter la rentabilité et d'optimiser la valeur pour ses actionnaires pour les trimestres à venir.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Résumé des résultats

	Troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012	Neuf premiers mois de 2013	Neuf premiers mois de 2012
	\$	\$	\$	\$
Produits	108 570	120 744	339 596	423 055
Charges opérationnelles	(102 795)	(111 743)	(317 163)	(391 594)
BAlIA ajusté ¹	5 775	9 001	22 433	31 461
Dépréciation des stocks	–	–	(10 182)	(26 068)
BAlIA ¹	5 775	9 001	12 251	5 393
Gain lié au règlement du prix d'acquisition de MCP	–	–	(45 188)	–
Coûts du litige et coûts de restructuration	255	464	3 499	1 849
Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles	–	(932)	–	(932)
Intérêt sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts	1 612	1 950	6 745	7 365
Pertes (gains) de change et au titre des dérivés	(1 406)	807	(3 115)	3 119
Amortissement	3 125	5 250	8 267	15 531
Résultat avant impôt sur le résultat	2 189	1 462	42 043	(21 539)
Impôt sur le résultat	866	187	901	(5 643)
Résultat net	1 323	1 275	41 142	(15 896)
Résultat de base par action	0,02 \$	0,02 \$	0,49 \$	0,21 \$
Résultat dilué par action	0,02 \$	0,02 \$	0,49 \$	0,21 \$

Produits par secteur

	Troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012	Variation (%)	Neuf premiers mois de 2013	Neuf premiers mois de 2012	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	41 960	49 724	-16 %	133 104	177 852	-25 %
Secteur Matériaux écologiques	66 610	71 020	-6 %	206 492	245 203	-16 %
Total des produits	108 570	120 744	-10 %	339 596	423 055	-20 %

La demande pour les produits de la Société est demeurée solide tout au long du trimestre, mais le recul des prix des produits de base sous-jacents et l'incidence de la pression exercée par la concurrence sur les prix de vente se sont répercutés négativement sur les produits opérationnels. Au troisième trimestre de 2013, les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 42,0 M\$, en baisse de 16 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète une baisse dans la courbe annuelle de la demande. Les produits du secteur Matériaux écologiques se sont quant à eux établis à 66,6 M\$ pour le troisième trimestre de 2013, en baisse de 6 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, la demande ayant été solide pour toutes ses gammes de produits.

Pour les neuf premiers mois de 2013, les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 133,1 M\$, en baisse de 25 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de 2013, les produits du secteur Matériaux écologiques se sont établis à 206,5 M\$, en baisse de 16 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, malgré les ventes de produits à base de bismuth, qui représentent plus de la moitié des produits de ce secteur, et qui sont maintenant en bonne voie d'atteindre des niveaux record pour l'exercice. Comme il a été mentionné précédemment, ces diminutions sont principalement attribuables au recul des prix des produits de base sous-jacents, à la pression exercée par la concurrence sur les prix de vente et à la conjoncture économique générale.

Résultat net et résultat net ajusté

	Troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012	Variation (%)	Neuf premiers mois de 2013	Neuf premiers mois de 2012	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Résultat net	1 323	1 275	4 %	41 142	(15 896)	359 %
Résultat net de base par action	0,02 \$	0,02 \$	0 %	0,49 \$	(0,21) \$	333 %
Résultat net ajusté	1 517	648	134 %	8 769	3 987	120 %
Résultat net de base ajusté par action	0,02 \$	0,01 \$	100 %	0,11 \$	0,05 \$	100 %

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Pour le troisième trimestre de 2013, le résultat net s'est établi à 1,3 M\$, soit 0,02 \$ par action, et le résultat net ajusté, à 1,5 M\$, soit 0,02 \$ par action, en regard de respectivement 1,3 M\$, soit 0,02 \$ par action, et 0,6 M\$, soit 0,01 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des frais généraux, frais de vente et frais d'administration, de l'amortissement et des charges financières a été contrebalancée par un résultat brut au troisième trimestre moins élevé, de 5,5 M\$, comparativement au troisième trimestre de 2012.

Pour les neuf premiers mois de 2013, le résultat net s'est établi à 41,1 M\$, soit 0,49 \$ par action, et le résultat net ajusté s'est établi à 8,8 M\$, soit 0,11 \$ par action, contre respectivement (15,9) M\$, soit (0,21) \$ par action, et 4,0 M\$, soit 0,05 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le gain non récurrent de 45,2 M\$ comptabilisé au deuxième trimestre de 2013, découlant du règlement du prix d'acquisition de MCP à la suite de l'accord conclu avec ses anciens actionnaires, annoncé le 18 juin 2013, a été en partie contrebalancé par une charge de dépréciation des stocks de 10,2 M\$ comptabilisée au deuxième trimestre de 2013 se rapportant au bismuth et au sélénium. Au cours des neuf premiers mois de 2012, la Société a inscrit une charge de dépréciation des stocks de 26,1 M\$, se rapportant principalement au gallium, au tellure et au sélénium.

BAIIA et BAIIA ajusté

	Troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012	Variation (%)	Neuf premiers mois de 2013	Neuf premiers mois de 2012	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	5 780	9 233	-37 %	18 310	12 770	43 %
Secteur Matériaux écologiques	1 786	2 299	-22 %	(221)	3 363	-107 %
Siège social	(1 791)	(2 531)	29 %	(5 838)	(10 740)	46 %
BAIIA¹	5 775	9 001	-36 %	12 251	5 393	127 %
Secteur Matériaux électroniques	–	–	– %	150	15 558	-99 %
Secteur Matériaux écologiques	–	–	– %	10 032	10 510	-5 %
Dépréciation des stocks	–	–	– %	10 182	26 068	-61 %
Secteur Matériaux électroniques	5 780	9 233	-37 %	18 460	28 328	-35 %
Secteur Matériaux écologiques	1 786	2 299	-22 %	9 811	13 873	-29 %
Siège social	(1 791)	(2 531)	29 %	(5 838)	(10 740)	46 %
BAIIA ajusté¹	5 775	9 001	-36 %	22 433	31 461	-29 %

Le BAIIA s'est établi à respectivement 5,8 M\$ et 12,3 M\$ pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2013, comparativement à respectivement 9,0 M\$ et 5,4 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le troisième trimestre de 2013, le BAIIA du secteur Matériaux électroniques s'est établi à 5,8 M\$ et celui du secteur Matériaux écologiques à 1,8 M\$, en baisse de respectivement 37 % et 22 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces diminutions sont principalement attribuables à la baisse des prix des produits de base et aux pressions concurrentielles.

Pour les neuf premiers mois de 2013, le BAIIA du secteur Matériaux électroniques s'est établi à 18,3 M\$ et celui du secteur Matériaux écologiques à (0,2) M\$, par rapport à respectivement 12,8 M\$ et 3,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté s'est établi à 5,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2013 et à 22,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre respectivement 9,0 M\$ et 31,5 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les initiatives de réduction des coûts ont été contrebalancées par un niveau de rentabilité moins élevé associé au fait que les stocks reflètent leur valeur de réalisation réelle en raison de la tendance baissière des prix des produits de base sous-jacents. Le BAIIA a aussi subi les répercussions de la restructuration d'une partie de l'entreprise qui a fait l'objet d'un litige avec les anciens actionnaires de MCP.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES			NOUVELLES COMMANDES		
	Troisième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	72 309	82 681	96 630	31 588	32 672	30 000
Secteur Matériaux écologiques	61 043	70 596	65 693	57 057	66 952	64 090
Total	133 352	153 277	162 323	88 645	99 624	94 090

Pour le troisième trimestre de 2013, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 5 % pour s'établir à 31,6 M\$ par rapport à 30,0 M\$ pour le troisième trimestre de 2012. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques ont diminué de 11 % pour s'établir à 57,1 M\$ pour le troisième trimestre de 2013, par rapport à 64,1 M\$ pour le troisième trimestre de 2012.

Au 30 septembre 2013, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques s'élevait à 72,3 M\$, en baisse de 10,4 M\$ par rapport au carnet de commandes du deuxième trimestre de 2013 et de 24,3 M\$ par rapport à celui du troisième trimestre de 2012. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élevait, quant à lui, à 61,0 M\$, en baisse de 9,6 M\$ par rapport au carnet de commandes du trimestre précédent et de 4,7 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces diminutions à la fois des nouvelles commandes et du carnet de commandes s'expliquent principalement par le recul des prix de vente moyens prévus tenant à la tendance actuelle des prix des produits de base sous-jacents.

Au 30 septembre 2013, l'ensemble du carnet de commandes avait diminué à 133,4 M\$, suivant la courbe de renouvellement généralement attendue pour la plupart des contrats au quatrième trimestre.

Charges

	Troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012	Variation (%)	Neuf premiers mois de 2013	Neuf premiers mois de 2012	Variation (%)
		\$	\$		\$	\$
Amortissement	3 125	5 250	-40 %	8 267	15 531	-47 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	7 682	9 618	-20 %	27 459	33 181	-17 %
Coûts du litige et coûts de restructuration	255	464	-45 %	3 499	1 849	89 %
Charges financières	206	2 757	-93 %	3 630	10 484	-65 %
Impôt sur le résultat	866	187	363 %	901	(5 643)	116 %
Total des charges	12 134	18 276	-34 %	43 756	55 402	-21 %

Amortissement

En raison des moins-values liées aux immobilisations corporelles et incorporelles constatées en 2012, la dotation aux amortissements est en baisse et s'est établie à respectivement 3,1 M\$ et 8,3 M\$ pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2013, par rapport à 5,3 M\$ et 15,5 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2013, les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont chiffrés à respectivement 7,7 M\$ et 27,5 M\$, par rapport à 9,6 M\$ et 33,2 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce résultat reflète essentiellement la mise en œuvre réussie du programme de réduction des coûts de la Société.

Coûts du litige et coûts de restructuration

La Société a comptabilisé un montant de respectivement 0,3 M\$ et 3,5 M\$ au titre des coûts du litige et des coûts de restructuration pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2013, se rapportant principalement aux honoraires juridiques et autres honoraires professionnels liés aux poursuites judiciaires et aux coûts de cessation d'emploi. Pour le deuxième trimestre et les neuf premiers mois de 2012, la Société avait comptabilisé un montant de respectivement 0,5 M\$ et 1,9 M\$ lié à un incident ayant eu lieu sur l'un de ses sites aux États-Unis et à des coûts de cessation d'emploi.

Rapport de gestion

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 0,2 M\$ pour le troisième trimestre de 2013, comparativement à 2,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cependant, Cette diminution s'explique principalement par des gains de change et au titre des dérivés de 1,4 M\$ comptabilisés au cours du trimestre et par la diminution de l'intérêt sur la dette à long terme, puisque la Société a diminué sa dette totale de 22,8 M\$ au cours du troisième trimestre de 2013. Pour les neuf premiers mois de 2013, les charges financières ont diminué de 6,9 M\$ pour s'établir à 3,6 M\$, par rapport à 10,5 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, en raison d'un gain de change et au titre des dérivés de 3,1 M\$ comptabilisé au cours des neuf premiers mois de 2013, contre une perte de change et au titre des dérivés de 3,1 M\$ au cours du premier semestre de 2012.

À compter du 31 mars 2013, la facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang a été réduite à 100 M\$. Cependant jusqu'au 15 février 2014, la limite maximale de retrait est de 80 M\$. La modification établit de nouvelles clauses restrictives pour l'exercice 2013 et maintient l'échéance initiale (août 2015). Le taux d'intérêt a été changé et dépend du ratio dette nette de premier rang/BAIIA de la Société, et peut varier entre le LIBOR, le taux des acceptations bancaires ou l'EURIBOR majorés de 3,00 % à 4,50 % ou le taux de base ou préférentiel américain majoré de 2,00 % à 3,50 %. Des commissions d'engagement de 0,75 % à 1,125 % sont aussi versées sur la partie non utilisée. En tout temps, 5N Plus peut demander que la facilité de crédit soit augmentée pour passer à 140 M\$ en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 40 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs.

Impôt sur le résultat

Pour les neuf premiers mois de 2013 et les neuf premiers mois de 2012, les taux d'impôt effectifs ont été de respectivement 2,1 % et 26,2 %. La baisse du taux d'impôt effectif est attribuable au gain non récurrent de 45,2 M\$ découlant du règlement du prix d'acquisition de MCP.

Situation financière et sources de financement

	Troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012	Variation (%)	Neuf premiers mois de 2013	Neuf premiers mois de 2012	Variation (%)
Fonds provenant de l'exploitation ¹	\$ 4 822	\$ 10 320	-53 %	\$ 10 990	\$ 21 149	-48 %
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	20 042	29 700	-33 %	27 558	73 734	-63 %
Activités opérationnelles	24 864	40 020	-38 %	38 548	94 883	-59 %
Activités d'investissement	(3 218)	(7 214)	55 %	(7 993)	37 983	-121 %
Activités de financement	(22 819)	(36 498)	37 %	(25 920)	(154 864)	83 %
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(676)	(826)	18 %	(531)	(123)	-332 %
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 849)	(4 518)	59 %	4 104	(22 121)	119 %

Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont été de 24,9 M\$ pour le troisième trimestre de 2013 et de 38,5 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, par rapport à respectivement 40,0 M\$ et 94,9 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les flux plus importants générés au cours de l'exercice précédent s'expliquent principalement par la réduction encore plus importante des stocks par rapport à 2013.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 3,2 M\$ pour le troisième trimestre de 2013 et de 8,0 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, par rapport à des flux de trésorerie de respectivement 7,2 M\$ affectés aux activités d'investissement et de 38,0 M\$ générés par elles pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de 2012, les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement avaient été attribuables surtout à la diminution des placements temporaires par suite d'un remboursement d'emprunts en dollars de Hong Kong.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 22,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2013 et à 25,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de respectivement 36,5 M\$ et 154,9 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, associés à une diminution des montants empruntés sur la facilité de crédit multidevises renouvelable. Pour les neuf premiers mois de 2012, la Société avait dégagé un montant de 38,6 M\$ grâce à l'émission de nouvelles actions et diminué sa dette de 192,1 M\$.

Fonds de roulement

	Au 30 septembre 2013	Au 31 décembre 2012
	\$	\$
Stocks	163 110	170 293
Autres actifs courants	94 832	121 144
Passifs courants	(76 012)	(104 789)
Fonds de roulement ¹	181 930	186 648
Ratio du fonds de roulement ¹	3,39	2,78

La baisse du fonds de roulement, qui a maintenant atteint son plus bas niveau depuis l'acquisition de MCP et qui est principalement attribuable au niveau moins élevé des stocks, des créances et de l'actif d'impôt exigible, concorde avec les efforts de la Société visant à réduire son niveau d'endettement et à améliorer sa flexibilité financière.

Dette nette

	Au 30 septembre 2013	Au 31 décembre 2012
	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	8 965	8 014
Dette à long terme, y compris la partie courante	70 697	140 425
Total de la dette	79 662	148 439
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(16 142)	(11 892)
Dette nette¹	63 520	136 547

La diminution de la dette totale et de la dette nette par rapport au 31 décembre 2012 est attribuable au gain non récurrent de 45,2 M\$ comptabilisé au deuxième trimestre de 2013 découlant du règlement du prix d'acquisition à la suite d'un accord conclu avec les anciens actionnaires de MCP, et des volumes importants de flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, s'élevait à 63,5 M\$ au 30 septembre 2013, comparativement à 84,7 M\$ au trimestre précédent et à 136,5 M\$ au 31 décembre 2012. La Société a l'intention de continuer à diminuer sa dette en réduisant ses coûts et en abaissant son fonds de roulement, comme elle le fait depuis plusieurs mois.

Fonds provenant de l'exploitation

	Troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012	Neuf premiers mois de 2013	Neuf premiers mois de 2012
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation¹	4 822	10 320	10 990	21 149
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(3 050)	(5 007)	(7 847)	(11 692)
Variation du fonds de roulement	20 042	29 700	27 558	73 734
Émission d'actions ordinaires	–	–	–	38 641
Règlement du prix d'acquisition	–	–	45 188	–
Autres	(676)	536	(2 862)	(1 485)
	16 316	25 229	62 037	99 198
Variation totale de la dette nette¹	21 138	35 549	73 027	120 347
Dette nette ¹ au début de la période	(84 658)	(175 777)	(136 547)	(260 575)
Dette nette¹ à la fin de la période	(63 520)	(140 228)	(63 520)	(140 228)

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 4,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2013 et à 11,0 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre 10,3 M\$ pour le troisième trimestre de 2012 et 21,1 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012. La baisse enregistrée au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2013 découle principalement de la tendance à la baisse des prix des produits de base sous-jacents, se répercutant négativement sur les prix de vente, ce qui a pour effet de restreindre les marges de profit.

	Troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012	Neuf premiers mois de 2013	Neuf premiers mois de 2012
Ratio dette nette ¹ sur BAIIA ajusté annualisé	2,75	3,89	2,12	3,34
Fonds provenant de l'exploitation annualisés ¹ sur la dette nette (%)	30,4	29,4	23,1	20,1

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté annualisé s'est établi à 2,75 pour le troisième trimestre de 2013 et à 2,12 pour les neuf premiers mois de 2013. Les fonds provenant de l'exploitation annualisés générés au cours des mêmes périodes ont représenté respectivement 30,4 % et 23,1 % de la dette nette de la Société.

Informations relatives aux actions

	Au 11 novembre 2013	Au 31 décembre 2012
Actions émises et en circulation	83 908 269	83 908 269
Options sur actions pouvant être émises	1 996 974	1 585 448
Bons de souscription pouvant être émis	6 451 807	6 451 807

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 30 septembre 2013 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	8 965	9 543	–	–	–	9 543
Dettes fournisseurs et charges à payer	57 241	57 241	–	–	–	57 241
Instruments financiers dérivés	3 690	2 369	1 321	–	–	3 690
Dette à long terme	70 697	5 902	67 492	170	17	73 581
Total	140 593	75 055	68 813	170	17	144 055

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 11 novembre 2013, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Méthodes comptables et changements

Les méthodes comptables adoptées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités concordent avec celles de l'exercice précédent, à l'exception de ce qui suit :

Changements de méthodes comptables

La Société a adopté les modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, le 1^{er} janvier 2013. Selon ces modifications, la Société doit présenter les autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement dans le résultat net séparément de ceux qui ne seront pas reclassés. La Société a reclassé les éléments du résultat global de la période de comparaison. Ces modifications n'ont entraîné aucun ajustement des autres éléments du résultat global ou du résultat global.

L'IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée en juin 2011. En vertu de la norme modifiée, la Société doit comptabiliser immédiatement tous les coûts des services passés et remplacer le coût financier et le rendement attendu des actifs du régime par un montant d'intérêt net calculé en appliquant le taux d'actualisation au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies. La Société a évalué ses conclusions au 1^{er} janvier 2013, et l'incidence de l'adoption de l'IAS 19 est présentée à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012.

L'IFRS 10, *États financiers consolidés*, s'appuie sur les principes existants pour établir que le concept de contrôle est le facteur déterminant pour décider si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. La norme fournit des indications supplémentaires sur l'application du principe du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. La Société a évalué ses conclusions sur le plan de la consolidation au 1^{er} janvier 2013, et l'adoption de l'IFRS 10 n'a entraîné aucun changement dans la consolidation de ses filiales et entités émettrices.

Rapport de gestion

L'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, contient les obligations d'information concernant toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et autres entités structurées non consolidées. La Société a évalué ses obligations d'information au 1^{er} janvier 2013, et l'adoption de l'IFRS 12 n'a entraîné aucun changement dans les informations à fournir relativement à ses participations.

L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur. L'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif est fondée sur les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer les prix de l'actif ou du passif dans les conditions du marché actuelles, en tenant compte des hypothèses sur les risques. La Société a adopté l'IFRS 13 le 1^{er} janvier 2013 de façon prospective. L'adoption de l'IFRS 13 n'a nécessité aucun ajustement aux techniques d'évaluation utilisées par la Société pour déterminer la juste valeur et n'a donné lieu à aucun ajustement d'évaluation au 1^{er} janvier 2013.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 8, « Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012.

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des risques de gestion connexes, se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de 5N Plus pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012.

Risque de liquidité

En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives concernant les ratios financiers, y compris une limite de retrait maximale de 80 M\$ sur la facilité de crédit du 16 août 2013 au 15 février 2014. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société a préparé un BAIIA budgété et des estimations de flux de trésorerie qu'elle devra respecter. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses budgets sont raisonnables et que les clauses restrictives, y compris la limite de retrait maximale temporaire qui a été ajoutée à la facilité de crédit, ne devraient pas être enfreintes au cours des 12 prochains mois. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats prévus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

Risques et incertitudes

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à 5N Plus et à ses activités, se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2012 de 5N Plus daté du 28 mars 2013 et à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente la valeur attendue des commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Rapport de gestion

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges financières (produits financiers), l'impôt sur le résultat, l'amortissement, la dépréciation ou la reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation du goodwill, les coûts du litige et coûts de restructuration, les frais connexes à l'acquisition et le règlement du prix d'acquisition. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values et de la reprise de perte de valeur des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition par action, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau de la dette, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Rapport de gestion

Renseignements complémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales données financières trimestrielles

31 décembre
2011

	2013			2012				T2
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	108 570	112 637	118 389	128 620	120 744	140 076	162 235	149 423
BAlIA ¹	5 775	(3 639)	10 115	(18 121)	9 001	(20 474)	16 867	(26 278)
BAlIA ajusté ¹	5 775	6 543	10 115	6 395	9 001	5 594	16 867	7 135
Résultat net	1 323	34 281	5 538	(211 953)	1 275	(22 062)	4 891	(37 397)
Résultat de base par action	0,02 \$	0,41 \$	0,07 \$	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$	(0,53) \$
Résultat dilué par action	0,02 \$	0,41 \$	0,07 \$	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$	(0,53) \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	1 083	34 185	5 371	(212 006)	1 218	(21 922)	4 972	(37 206)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,01 \$	0,41 \$	0,06 \$	(2,71) \$	0,02 \$	(0,29) \$	0,07 \$	(0,52) \$
Résultat net ajusté ¹	1 517	959	6 296	(6 880)	648	(1 911)	5 250	(92)
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,02 \$	0,01 \$	0,08 \$	(0,08) \$	0,01 \$	(0,03) \$	0,07 \$	(0,01) \$
Carnet de commandes ¹	133 352	153 277	166 290	165 790	162 323	188 982	215 588	223 177

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».